

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 29 SEPTEMBRE 1978 - N° 758

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Beullac rate sa rentrée

- *Locaux insuffisants... classes surchargées*
- *Postes non pourvus... maîtres auxiliaires au chômage*
- *Elèves, enseignants, parents d'élèves dans l'action*



«Une rentrée sans problème», l'optimisme teinté de cynisme de Beullac, trouve dans la réalité de la rentrée scolaire un flagrant démenti. Les motifs de mécontentement ne manquent pas. Pour exiger des postes les maîtres auxiliaires ont occupé mercredi le rectorat de Rennes, le lycée de Noisy le Sec occupé par les élèves et les professeurs, les parents d'élèves qui occupent deux écoles dans le Val d'Oise où une journée d'action se prépare au plan départemental, la plupart des lycées de la Seine Saint Denis en grève, le mouvement gagne des lycées et CES parisiens. Beullac, ex-ministre du Chômage voulait poursuivre son rôle dans l'enseignement en y accentuant la politique d'austérité, en y préparant de futurs chômeurs, les lycéens et les professeurs ne l'entendent pas ainsi.

(Lire en page 4)

KNESSET : MAJORITÉ POUR BEGIN

*La colonisation des terres arabes
reste au centre des préoccupations
de l'Etat sioniste*

(Lire en pages 9 et 12)

LE PCF DANS L'IMPASSE

Un C.C. de transition

Quelle ligne stratégique pour le PCF ? Une, et une seule : parvenir au pouvoir, pour progressivement mettre en place son projet de société. Quelle perspective pour le PCF ? Une, et une seule : reconstruire, «à la base», une hypothétique union. Le comité central du PCF a confirmé ce qu'on savait déjà. Le rapport de Fiterman, outre la réaffirmation de ces principes, définit pour les militants quatre tâches : participer aux luttes revendicatives, préparer les élections européennes, «faire un examen critique» du passé du PCF, et enfin faire des adhésions. A ces quatre tâches s'en ajoute en filigrane une cinquième : la préparation du 23^e congrès, qui aura lieu en mai. Pour la direction du PCF, ce 23^e congrès devrait être à la fois l'occasion d'une réflexion «critique» dans la lignée du livre *L'URSS et nous*, et d'une réaffirmation sans faille du projet de capitalisme d'État.

(Lire en page 2)

Mésaventures d'un ouvrier marseillais

Christian Cannizzaro carrossier de son état prenait le bus à Marseille. Pas de problème jusqu'à la correspondance ; là, le chauffeur l'empêche de monter. «Il est trop sale». Un policier appelé à trancher l'affaire donne raison au voyageur. Deux autres en revanche que le chauffeur est allé quérir au commissariat voisin emmènent le passager. Les flics l'injurient : «retourne à Bab el Oued». En examinant ses papiers il comprendront «l'erreur» : certes Cannizzaro est méditerranéen mais il n'est pas arabe ; seulement italien naturalisé français. Plus question de pantalon trop taché pour être porté dans un autobus. Le passager est relâché ; après avoir été fiché ; naturellement.

Le Puy : une journée de lutte pour l'emploi

(Lire en page 7)

IRAN UN AN DE REVOLTE



Solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté, la démocratie et l'indépendance nationale !
A bas le régime fasciste du Chah, vassal du Capitalisme US !
A bas l'impérialisme des deux superpuissances !

MEETING

JEUDI 29 SEPTEMBRE - 8 H 30 - SALLE DE LA MUTUALITÉ

Organisé par l'UEIF (CISNU), soutenu par :
CPROPV, HR, OCF (ml), PCR ml, UCF (ml)

Le Quotidien du Peuple a trois ans

Il y a trois ans, aujourd'hui, paraissait le premier numéro du *Quotidien du Peuple*. Notre numéro du week-end, en date de demain, reviendra sur le bilan de ces trois années sur la situation aujourd'hui et sur les perspectives du *Quotidien*.



Tribune de discussion pour le 3^e Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3^e Congrès du PCR m-l est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le

camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

LE CAPITALISME D'ÉTAT DU PCF SE MET-IL DÉJÀ EN PLACE ?

La préparation du congrès du Parti a amené un débat dans une cellule de la fédération sur le problème suivant :

Plutôt que de dire au sujet du projet de capitalisme d'État du PCF « l'échec des partis de gauche aux élections législatives a ajourné le début d'exécution du projet », ne vaudrait-il pas mieux écrire : « a ralenti la mise en place du projet capitaliste d'État ».

A l'appui de cette thèse, est avancée l'idée que le capitalisme d'État se mettrait déjà en place, là où le PCF est fortement implanté, comme par exemple en Seine Saint Denis.

Ne tient-il pas la majorité des municipalités, le conseil général (le seul en France) ? Par le biais municipal n'est-il pas présent dans une multitude de sociétés d'économie mixte brassant des milliards pour aménager des cités, des zones industrielles... ?

N'est-il pas présent dans la plupart des offices HLM, pouvant distribuer des logements à qui il veut ?

Ne contrôle-t-il pas les cantines des écoles, la plupart des crèches départementales... ?

Dans les municipalités qui sont souvent les plus grosses entreprises de leurs localités n'ont-ils pas la possibilité d'embaucher comme de licencié (cf l'affaire des jardiniers de St Denis) ?

Finalement, n'assiste-t-on pas au plan local, à cette fusion du parti, de l'État et d'une certaine part de l'économie locale, quand on sait que les travaux municipaux par les marchés qu'ils ouvrent peuvent permettre, surtout où c'est coordonné au plan départemental, de tenir un certain nombre d'entreprises du bâtiment ?

N'a-t-il pas d'autre part une certaine pénétration du niveau des administrations locales ; l'enseignement en particulier et mé-

me la police par le biais de certains syndicats ?

Enfin, la défaite de la gauche ne pousse-t-elle pas le PCF à augmenter ses tentatives pour mieux contrôler l'appareil d'État au plan local et renforcer ses positions partout où il peut ?

Il est vrai qu'en banlieue, les positions municipales du PCF, le contrôle des associations de masse (CNL, CGT, Associations de parents d'élèves) qu'il s'efforce de maintenir, la présence même des cellules du PC sur les quartiers et dans les usines, constituant un tout organisé assurant une pression sur les travailleurs, c'est un appareil qui a des moyens de répression (licenciement, refus de logement, de cantine, ragois, menaces diverses) des travailleurs. Cela ne veut pas dire que ce soit la mise en place du capitalisme d'État.

Car le capitalisme d'État

ne peut se mettre en place que par le haut. En effet, l'appareil d'État en France est très centralisé, et si le PC a des municipalités, il ne faut pas oublier qu'un maire peut être blâmé, suspendu ou radié par le ministre de l'Intérieur, que toute dépense qu'il engage ne peut être payée qu'avec la signature du receveur local du trésor qui dépend de l'administration des finances, qu'il ne peut lever l'impôt que dans le cadre d'une fourchette pré-déterminée, et qu'au plan départemental, le préfet, agent du pouvoir central, peut imputer des dépenses à ce budget même si celui-ci est majoritairement contrôlé. Il en est de même des pouvoirs de police, le maire n'a le droit que de se faire.

Dans les HLM, les élus municipaux du PCF sont minoritaires et le préfet peut en suspendre le conseil d'administration quand il le veut et nommer un administrateur.

Le pouvoir local que le PCF exerce sur les travailleurs est donc étroitement subordonné par la constitution au pouvoir central qui tranche en dernier ressort. Quant à la fusion de l'appareil du PCF avec les entreprises, la violence de la bataille sur leurs propositions de nationalisations à bien montré que même si comme à Renault, ils pouvaient gérer des milliards par le C.E., ils ne pouvaient influer sur la gestion de l'usine comme ils le veulent.

Mettre en place le projet du PCF passe donc nécessairement par la présence dans cet appareil central, gouvernement, administrations. A ce moment là, on peut changer les préfets, les chefs de services dans l'administration. Si en même temps, la part la plus importante de l'économie est nationalisée, les PDG étant élus sur listes syndicales par le conseil d'administration, on peut

remplacer les directeurs d'usine par des gens du PCF et le capitalisme d'État se met en place.

Accentuer sa présence dans les structures locales du pouvoir, accroître sa présence dans les administrations, la police et l'armée, sont des moyens pour faciliter le moment venu, c'est-à-dire l'accès au gouvernement, la mise en place de l'ensemble du projet capitaliste d'État. En effet, le gouvernement à participation PCF dispose dans ce cas de relais aux différents niveaux, qui facilitent les mesures de soumission de l'appareil d'État à son projet.

Etre présent au plan local, c'est aussi disposer de plus de moyens pour essayer de renforcer son influence sur les masses, entraîner les travailleurs dans le soutien à son projet et étouffer leur voix si elle exprime des aspirations révolutionnaires.

Y.C.

Fédération Paris Nord

POLITIQUE

Le PCF dans l'impasse UN COMITE CENTRAL DE TRANSITION

● Le 23^e Congrès du PCF aura lieu durant la première quinzaine du mois de mai 79. C'est là la principale information qu'on peut extraire du long rapport de Fiterman présenté mercredi devant le comité central. Marchais devait tenir jeudi après-midi une conférence de presse pour peut-être fournir plus de précisions.

De deux choses l'une : ou bien le comité central du PCF a abordé des questions de fond, qui ne sont pas contenues dans le rapport Fiterman, ou bien l'impasse de ce parti est telle aujourd'hui que ses dirigeants en sont à ressasser des généralités bien peu convaincantes, et en tout cas bien peu mobilisatrices pour les militants de base.

Hormis la date du 23^e congrès, on retiendra essentiellement du rapport la persistance des attaques contre le PS, la réaffirmation de l'hostilité du PCF à tout élargissement du Marché commun, et le désir de « reconstruire l'union à partir de la base ». Autant de thèmes qui sont déjà ceux du PCF depuis plusieurs mois. Si, comme

on peut le penser, la discussion de mercredi et de jeudi matin est restée dans la lignée du rapport Fiterman, on peut considérer ce comité central des 27 et 28 septembre comme un CC de transition entre deux périodes : celle qui a immédiatement suivi le choc de la défaite de mars, caractérisée par l'apparition publique des oppositionnels, et celle qui va précéder le 23^e congrès.

De ce point de vue, Fiterman affleure quelques problèmes qui seront ceux du congrès. C'est le cas quand il souligne la volonté du PCF de participer au gouvernement, et dans le cadre de l'union de la gauche. On a donc là la confirmation du fait que la ligne du PCF n'a en rien changé ; il s'agit pour lui de parvenir au pouvoir, sur

la base d'un accord solide qui lui permette d'aller de l'avant dans la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'État. Cette confirmation est aussi un signe de faiblesse, puisqu'aussi bien la victoire électorale d'une union de la gauche ne peut plus être qu'une perspective, à très long terme, et encore. Autre problème du 23^e congrès : « L'examen critique de l'expérience du mouvement communiste à travers le monde comme de notre propre passé », il s'agit là de donner aux militants une vision cohérente de l'action et de l'évolution du PCF, et donc, nous y revoilà, de répondre aux oppositionnels.

Les élections partielles sont passées, les élections européennes ne sont que dans 9 mois : c'est essentiellement vers ses problèmes internes, et son 23^e congrès, que va maintenant se tourner le PCF. Les difficultés continuent donc pour Marchais et les siens.

Le rapport Fiterman

Fiterman souligne que les « forces du capital » n'hésiteraient pas à instaurer le fascisme, mais que « devant les aspirations populaires ils s'emploient à contenir les transformations dans le cadre de leur système (...) en recourant souvent à la social-démocratie. L'intense activité que déploie à cette fin l'internationale socialiste en porte témoignage. »

Fiterman en vient à la politique de Giscard, puis à l'élargissement du Marché commun. Selon lui, « l'avenir de la France est en question », puisqu'une telle Europe élargie serait placée sous l'hégémonie de la RFA, et que « ce conglomérat Ouest-Européen restera soumis à la haute tutelle américaine. »

Passant directement à la situation politique intérieure, Fiterman poursuit : « Les différentes élections partielles, ont, à des degrés divers, reflété le mécontentement de la population (...) Cependant, nos

candidats n'ont pas bénéficié de ce phénomène, et ont même connu une érosion de leurs suffrages (...) ». L'explication est la suivante : d'une part, le comportement de l'électeur « reflète la mésestimation des conditions du changement, la tendance à vouloir le changement pour le changement, l'union pour l'union ». D'autre part, la droite « a exercé une formidable pression politique et idéologique pour détourner du vote communiste en caricaturant notre politique ». Enfin, et surtout, « le PS s'efforce de nourrir ces attitudes en développant une sorte de stratégie de double jeu qui lui permet de devenir ce que certains appellent un parti « attrape tout », regroupant les mécontents les plus divers et les plus contradictoires. »

Fiterman réaffirme ensuite la volonté du PCF de construire l'union et de participer au gouvernement, puis dégage 4 tâches

générales :

— La lutte pour toutes les revendications populaires et démocratiques.

— Deuxième tâche : La préparation des élections européennes.

— Troisième tâche : Faire progresser notre perspective politique.

Pour Fiterman « le PCF laboure un profond sillon qui ira loin. Il s'agit pour nous, sans céder aux modes et aux pressions, mais en marchant assez vite à notre pas, d'enrichir notre réflexion et notre démarche. Cet effort conduit à un examen critique de l'expérience du mouvement communiste à travers le monde, comme de notre propre passé. Il nous faut favoriser la réflexion et la publication consacrées à l'approfondissement de notre perspective sur des thèmes comme ceux de la nouvelle croissance, de l'autogestion. »

— Enfin, la quatrième tâche du PCF est son renforcement et l'augmentation de la diffusion de L'Humanité.

Elargissement de la CEE

DES RÉSERVES NOUVELLES DU PS

● Dans le cadre de sa journée parlementaire consacrée à l'élargissement de la CEE, le Parti socialiste s'est surtout attaché à énoncer les préalables qu'il juge nécessaires à l'entrée de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal dans le Marché commun. Des réserves nouvelles qui tiennent en grande partie à des raisons électorales.

Le rapport présenté par Sutra énumère plusieurs séries de mesures qu'il conviendrait de prendre avant l'entrée de nouveaux partenaires dans le Marché commun. Certes, le principe de l'élargissement reste acquis ; concernant les trois pays, le rapport précise : « Nous n'avons aucun chantage à leur présenter qui serait indigne des internationalistes et des socialistes que nous sommes. »

Mais toute une série de conditions est fixée sur les échanges dans la communauté. Le PS réclame que ces préalables soient d'abord appliqués à l'Italie : c'est pour lui une condition à l'examen du problème des trois pays candidats. Les préalables posés, par le PS tournent essentiellement autour des points suivants :

- mettre fin au désordre monétaire, en particulier en ajustant aux valeurs réelles la valeur du « franc vert », l'unité de compte fictive qui sert aux échanges agricoles communautaires ;
- mise en place d'un système de prix minima des produits agricoles circulant dans la communauté, pour garantir le revenu des agriculteurs ;
- « un prix communautaire, garanti au producteur,

pour toutes les productions de la Communauté, qui soit respecté, exprimé dans la monnaie officielle du pays sur lequel il se trouve sur l'ensemble du territoire national » et « d'extension de la garantie à toutes les productions agricoles, méditerranéennes en particulier. »

- création d'un office des vins, chargé de garantir l'écoulement des produits et le revenu des producteurs ;

- une plus grande rigueur dans l'application des périodes de transition.

Il est clair à l'énoncé de ces mesures qu'elles visent à répondre aux inquiétudes suscitées dans le Midi par la perspective d'une concurrence accrue, en particulier de la part de l'Espagne. Il est significatif à cet égard que les plus réticents au sein du PS à l'égard de l'élargissement soient, outre le CERES, les élus du Midi viticole. C'est ainsi que le conseil général régional du Languedoc-Roussillon, à majorité socialiste, s'est prononcé contre l'élargissement dans « les circonstances actuelles. »

Ces tendances à prendre des distances par rapport à l'élargissement sont renforcées par la pression du PCF, qui mène une cam-

pagne très active dans le Midi viticole sur cette question. Dans l'état actuel des rapports entre partis de gauche, l'opération du PCF est claire : il s'agit de s'appuyer sur les craintes des agriculteurs et viticulteurs du Midi pour tenter de renforcer son influence dans une région qui est traditionnellement un fief socialiste.

C'est en fonction de ces considérations que le PS est mené à formuler toute une série de réserves à l'entrée des trois pays can-

didats. Rappelons que le programme commun de 1972 déclarait s'opposer à l'entrée des trois pays en raison du caractère fasciste de leur régime. A ce sujet, un partisan de l'élargissement à court terme, Pontillon, a fait savoir qu'au moment de la signature, il était clair pour le PS que le caractère de ces régimes était le seul obstacle. Aujourd'hui, des considérations électorales l'amènent à nuancer sa position.

François NOLET



Sutra, un gros viticulteur du PS.

Barre agace l'UDF et «déçoit, désenchante, désillusionne le RPR»

Les parlementaires de l'UDF poursuivaient à Ollioules près de Toulon leurs journées parlementaires jusqu'à jeudi. La première journée a été marquée par l'intervention brutale de Barre. A cette occasion, plus d'un parlementaire UDF avait regretté le ton peu électoral du Premier ministre. Il n'y avait d'ailleurs pour l'écouter qu'une cinquantaine de députés présents. Ils étaient un peu moins du double le second jour, alors que l'UDF compte 120 élus au Palais Bourbon.

La seconde journée qui se poursuivait à huis clos devait permettre à Debatisse de se montrer. La présence du dirigeant de la FNSEA, syndicat réactionnaire de l'agriculture, peut sans doute être interprétée comme une évolution de sa part.

Il y a eu encore, il était considéré comme proche de Chirac. N'avait-il pas contribué à la rédaction du programme agricole du RPR ? Il n'a pas caché par ailleurs qu'il serait volontiers candidat à l'élection du Parlement européen si le « conseil d'administra-

tion » (sic) de la FNSEA ne s'y opposait pas.

OUVERTURE DES JOURNÉES PARLEMENTAIRES RPR A BIARRITZ

Mercredi, c'était aussi le premier jour des journées parlementaires du mouvement chiraquien. Celles-ci se dérouleront sans la présence du Premier ministre. Labbé, président du groupe parlementaire RPR, a exprimé, comme l'on pouvait s'y attendre, des critiques assez vives à l'endroit de Barre : « Déception, désenchantement, et désillusions » sont les mots qui, selon lui, traduisent le mieux son état d'esprit. Il propose qu'à l'avenir, le RPR « soutienne sans inspirer la politique gouvernementale ». Les réserves du RPR envers le gouvernement ne concernent pas que sa politique économique, mais aussi sa politique étrangère. Assurément au cours des neuf thèmes qui seront évoqués dans ces journées, les attaques contre Giscard vont foisonner.

Conseil régional de Lorraine

● Lors de la dernière session, le conseil régional de Lorraine a approuvé le « plan Vosges ». Cela ne s'est pas fait sans difficulté, non pas du fait de l'opposition de la gauche, mais à cause des réticences de l'UDF. En revanche, le PS et le RPR, dans une belle unanimité, ont voté ce plan.

C'est Barre qui avait annoncé ce « plan » entre les deux tours des élections législatives de mars dernier. Le gouvernement de l'époque était prêt à mettre le prix pour donner toutes ses chances à la droite en général et particulièrement au candidat UDF, Stoléru, ami personnel de Giscard, et conseiller de celui-ci lorsque la chasse aux immigrés et la mise en application de ses mesures racistes, lui laissent quelque répit. Cela ne suffit pas à le faire élire et le siège de la 2^e circonscription des Vosges revint au socialiste minoritaire Christian Pierret. Le RPR et d'autres socialistes raffiant le reste. Sans doute ces promesses auraient-elles été enterrées si peu de temps après, les licenciements qu'entraînait le rachat du groupe Boussac par les « Daltons du textile » n'avaient obligé le gouvernement, pour calmer la colère des travailleurs vosgiens, à exhumer cette promesse.

Les difficultés apparues mardi, lors de la séance du conseil régional tiennent à ce que les circonscriptions les mieux « arrosées » par le « plan Vosges » sont celles détenues par les socialistes et les députés RPR. Les Giscardiens pour leur part, ne contrôlent qu'une seule circonscription vosgienne, celle d'Hubert Voilquin. Stoléru qui n'est pas rancunier tentait il y a quelques semaines de tirer quelques bénéfices de ce plan. « Depuis des semaines, déclarait-il, on essayait de faire croire aux vosgiens que le gouvernement ne s'occupait pas d'eux, que les promesses de M. Barre et les miennes étaient électorales ; pendant ce temps, dans le sérieux et la discrétion, nous avons travaillé. Les avantages de ce plan sont exceptionnellement favorables », concluait-il.

Par la voix de Barre, maire d'Épinal, le PS avait annoncé qu'il se rallierait au projet : « ce plan Vos-

«LE PLAN VOSGES» ADOPTÉ

ges, déclarait-il, nous pouvons dire qu'il renferme du concret et quelques insuffisances ».

« QUELQUES INSUFFISANCES »...

En fait de « quelques insuffisances », ce plan est pour une part une supercherie tout particulièrement au chapitre de la création d'emplois. En effet, la plupart du temps, les emplois prévus sont fictifs. Par exemple, il est beaucoup question de l'implantation d'une chocolaterie Cemoi. Celle-ci existe déjà, sous un autre nom (CVA) dans les Vosges.

La « création » d'emplois se limitant à transformer l'installation sur la zone industrielle d'Épinal, l'entreprise empochant les primes à la création d'emplois. D'autres implantations sont annoncées, ne seraient-ce que pour profiter de ces primes d'installations. Toutes les régions de France ont déjà fait maintes fois l'expérience de promesses de ce type. Il faut aussi savoir que seule la vallée de la Moselle est concernée, la vallée du Rabodeau elle, semble bien négligée.

UN GROS CADEAU AUX ENTREPRISES

En revanche, le chapitre « renforcement des infrastructures », comporte des avantages importants pour les capitalistes. De plus, faisait remarquer un syndicaliste, les crédits prévus pour « le désenclavement des Vosges étaient déjà prévus au VII^e plan, mais tous les crédits avaient été « bouffés » par la canalisation de la Moselle au profit de l'aciérie de... Neuves Maisons. Le plan Vosges, poursuivait-il, ne fait donc que rajouter quelques crédits supplémentaires ».

Le cadeau aux entreprises prend la forme de primes pour création d'emplois, la création de zones industrielles, l'élargissement de certains axes routiers (Nancy-Épinal-Besançon et Nancy-St Dié-Alsace) qui diminuent notablement les frais de transports.

Enfin, le plan prévoit une « prime de modernisation » pour les entreprises textiles et pour les entreprises qui regrouperont certaines de leurs activités.

Deux mesures tout à fait efficaces pour encourager le chômage ! Les travailleurs vosgiens ainsi licen-



ciés, grâce à la modernisation et à la concentration, viendront ainsi s'ajouter aux 11 000 chômeurs recensés que compte déjà le département.

Messieurs les conseillers régionaux, vous avez fait du beau travail !

François MARCHADIER

INFORMATIONS GENERALES

Les lycéens de Seine St Denis répondent à Beullac

LES BAHUTS DANS LA RUE ?

● Beullac risque de se mordre les doigts d'avoir exprimé hâtivement sa satisfaction pour une rentrée scolaire qui selon lui «se passait fort bien». Les professeurs du lycée de Noisy le Sec, qui occupent leurs locaux avec l'aide active des parents d'élèves et des lycéens, devaient tenir une conférence de presse mercredi ; en fait de conférence de presse, il s'agit plutôt d'un meeting spontané, tenu sous la pression des lycéens venus par délégations des différents établissements scolaires du département de Seine Saint Denis. Une manifestation est prévue vendredi.

«Lycée occupé», proclament d'immenses lettres sur la façade du lycée de Noisy le Sec. De petits groupes de lycéens stationnent devant la grande porte, attendant des délégations de divers lycées du département. Des banderoles porteuses de leurs revendications expriment leur refus de la politique d'austérité déclenchée par le ministère, peu enclin à faire des dépenses pour

«des jeunes qui de toute façon sont de futurs chômeurs», politique allègrement reprise par les recteurs, et certains chefs d'établissement. Les lycéens et les quelques profs se regroupent dans une cour, où la pelouse est transformée en amphî ; une lycéenne appelle les établissements présents, chaque fois des ovations viennent saluer les présents : Villemonble, Mon-

treuil, Drancy, Le Raincy, Gagny, Epinay, Bobigny...

Des prises de paroles ont lieu, un prof trace le tableau de ce que les grévistes se refusent à appeler «des bavures», mais bien une politique globale de déscolarisation, dont le département de la Seine Saint Denis semble plus particulièrement touché. «Le gouvernement s'en fout, parce que c'est un département rouge ou ouvrier, et c'est le plus politisé», clame une lycéenne dans le micro. La liste reprend : des postes non pourvus, des classes surchargées... des élèves non repris malgré les promesses...

Des lycéens interviennent pour que cette assemblée devienne un tremplin organisationnel pour «élargir le mouvement».



De vifs applaudissements saluent cette initiative, tandis que les profs hésitent, et n'ont pas de position concrète à donner. En fait, si les professeurs ont pu être à l'origine du mouvement dans certains lycées, la longueur du mouvement par rapport aux traditionnelles demi-journées d'«action» semble les essouffler.

Et le PCF qui appuyait les revendications, ne semble plus décidé à soutenir un mouvement dont il n'a plus le contrôle, sous la poussée des lycéens. Des profs PCF ont depuis longtemps repris les cours. Le député-maire de Noisy-le-Sec, Gouhier, déclare en coulisse qu'il supprime toute aide aux grévistes. Le SGEN pour sa part se

contente de «soutenir» mais sans offrir de perspective.

Les lycéens se présentent comme une force montante dans cette bataille et après les balbutiements du début, montrent une volonté de structurer le mouvement pour qu'il arrive à ses fins. Les lycéens exigent de poursuivre des cours, dans des conditions qui leur assurent un réel savoir, et n'acceptent pas la liquidation de leur enseignement sous prétexte qu'ils sont de futurs chômeurs. Une coordination avait lieu à l'issue du «meeting», et dès mercredi, des délégations prenaient contact avec tous les bahuts de Seine Saint-Denis et de départements limitrophes. Des profes-

seurs mettaient à la disposition des lycéens leur voiture pour accélérer ces contacts. Ces délégations inviteront les différents établissements à partir en lutte sur leurs revendications, et appelleront à la manifestation prévue vendredi à 14 h au métro Bac, à Paris, pour une marche sur le ministère. Jeudi, des délégations massives partiront à 14 h de la gare du Raincy, pour aller soutenir le lycée Schweitzer.

Une bonne vingtaine de lycées de la Seine Saint-Denis sont en lutte, plus de 250 établissements sont touchés par divers mouvements dans le pays, «la rentrée se passe fort bien, ma foi».

P.C.

CES de St Méen-le-Grand (Ille et Vilaine)

Nouveau directeur nouvel arbitraire

Dans certains CES ruraux, l'heure est à la contestation. Au CES de St Méen-le-Grand (I et V), par exemple, où le tout nouveau directeur assène aux élèves seulement (bien sûr !) des interdits... en ce qui concerne leur habillement de tous les jours... Ça ne s'était encore jamais vu ! Les langues vont bon train, et d'autant mieux que le «patron» n'a encore jamais mis les profs, pourtant directement concernés, au courant de ses décisions...

Un exemple : les élèves n'ont plus le droit de porter survêtement ou tennis ailleurs qu'en cours de gymnastique. Il paraît que c'est une mesure d'hygiène.

C'est louable en soi, une telle mesure ! Mais comment parler d'hygiène quand l'école n'est pas en mesure d'offrir une douche aux élèves après un cours de gym ? (...)

(...) Dans certaines familles rurales pauvres, un survêtement et des tennis, c'est une solution bien pratique. Ça vous tient deux ans, c'est solide, ça s'entretient bien facilement, et ça remplace bien souvent pantalons et pulls, qui reviennent beaucoup plus cher. Or, maintenant, en plus de la tenue de sport obligatoire, bien sûr !, il va falloir acheter aux enfants un éventail de vêtements plus coûteux et moins résistants ! Une ma-

nière comme une autre de défavoriser ceux qui le sont déjà et d'encourager à la consommation ceux qui n'en ont pas les moyens... Il aurait aussi été question d'interdire les sabots à semelles de bois - aux élèves seulement, bien sûr ! - : il paraît que c'est bruyant !

Ceci dit, en haut lieu, on peut toujours parler de gratuité de manuels scolaires, de rentrée sans problèmes, alors que, dans le même temps, on dote les chefs d'établissements de pouvoirs arbitraires toujours accrus !

Corr.
ST MÉEN-LE-GRAND

Conseil régional de Bretagne

LA CENTRALE DE PLOGOFF OU PAS D'ÉNERGIE

● Après le Conseil économique et social, à dominance patronale, le Conseil régional vient d'injurier la population bretonne en se rendant complice d'EDF, lui désignant Plogoff comme une poubelle atomique.

Il est vrai qu'aucune illusion ne s'était faite lors des manifestations. L'EDF a déjà su imposer sa dictature ailleurs, pourquoi écouterait-elle les Bretons ? D'autant plus que le gouvernement de Pompidou avait déjà su les «représenter» par les plus véreux de ses notables qui, installés dans le faste du Conseil régional, avaient voté en 1975 le principe d'une centrale nucléaire en Bretagne. Centrale qu'ils avaient été pleurer : «Nous aussi, on veut notre centrale nucléaire». Le progrès, c'est le progrès, n'est-ce pas ? Surtout lorsque ça rapporte beaucoup à quelques-uns.

Le lundi 25 septembre, ils ne peuvent même plus revenir sur cette décision, ce n'est pas à l'ordre du jour, et comme c'est le préfet qui en décide... Et d'ailleurs, la parodie de démocratie ne s'arrête pas là. Les élus, qui ne sont pas des scientifiques, se font une opinion sur des rapports trop gais, et qui plus est, inachevés. Avec les aspects les plus épi-

neux absolument ignorés. Pas un mot sur les autres formes d'énergie.

Ils l'ont accepté dans ces conditions, au nom de l'État, le préfet leur a soumis un rapport sous la forme de plaidoyer.

Dans cette affaire, le Conseil régional ne sert que de faire-valoir. Les élus peuvent-ils se dérober à la population ? Même pas. On leur propose ou bien la centrale, ou pas d'énergie. Ils sont piégés.

C'est avec ces cartes qu'ont joué les élus lundi dernier. Qu'en ont-ils fait ? Cinq élus de droite s'abstiennent à cause de leur électoral, le reste, 44, fut docile. Quant à la gauche, 21 prônent d'autres «solutions». Le PCF tient à mettre des milliers de tonnes de béton autour du Mont Saint Michel ! Le PS s'interroge sur les besoins véritables d'énergie en Bretagne, et semble suivre le PCF dans son gigantisme. L'UDB, elle, s'aventure moins et se contente de démontrer la «manipulation» dont sont victimes les élus.

Il faut tout de même relever le clou de la journée : la déclaration de Guerneur (majorité), député de la circonscription de Plogoff. Il prétendra que l'implantation se ferait démocratiquement, «en coopération étroite avec les élus, avec recrutement privilégié des Bretons en vue d'aboutir à une résorption du chômage dans la région et éviter la venue massive de travailleurs immigrés.» Le plus beau, c'est que ses 40 collègues de droite ont voté ces conditions. On sait que les Bretons savent utiliser la pelle et le seau, c'est sans doute pourquoi avec ces moyens tant appréciés de M. Becam, il y aura du travail pour tous les chômeurs bretons. Que M. Guerneur devienne ministre, il serait obligé de rapatrier le million de travailleurs bretons immigrés à Paris, ainsi que les centaines de milliers d'autres éparpillés sur tout l'hexagone, à moins qu'un travailleur immigré ne se reconnaisse qu'à la couleur de sa peau. Qu'il sache que lorsqu'ils sont en colère, ils ont tous la même couleur, rouge. A bon entendre...

De notre correspondant
J.-J. Kerflicien

Plusieurs centaines de manifestants occupent le rectorat

Rennes

Mercredi après-midi, à l'appel du SGEN-CFDT, et de la commission des maîtres-auxiliaires (M.A.) du SGEN, quelques centaines de personnes ont manifesté dans les rues de Rennes contre le chômage des auxiliaires de l'Éducation nationale. En effet, la situation des M.A. s'est considérablement aggravée. A la rentrée, 675 d'entre eux, en exercice l'année dernière, sont au chômage, 179 sont à mi-temps (ce qui équivaut à un demi-chômage), 100 ont des suppléances et devront se balader pendant toute l'année sur un tiers du département et cela pour des maîtres auxiliaires ayant plusieurs années d'ancien-

neté. D'autres catégories sont également touchées : les surveillants sont menacés de disparition. Les licenciements et le chômage partiel se développent, alors que dans les établissements, des postes ne sont pas pourvus, des matières ne sont pas enseignées, les classes sont surchargées et 11 000 heures supplémentaires par semaine sont effectuées dans l'académie de Rennes, ce qui correspond à 600 postes. La manifestation, scandant : «Titularisation de tous les auxiliaires», «Chômage, ras le bol», «25 élèves par classe, c'est un maximum» se dirigeait vers le rectorat. Malgré les grilles fermées, les

manifestants ont réussi à pénétrer dans le rectorat, en passant par un immeuble voisin, et imposer par l'occupation que les responsables syndicaux soient reçus. La réponse qui leur fut faite par le secrétaire du rectorat, a montré qu'ils se moquaient complètement de la situation, souvent dramatique, des M.A. Seule une action à tous les niveaux peut faire reculer le ministère. C'est cette riposte qu'il faut s'attacher à construire, et pour cela, vaincre l'inertie d'une bonne partie des enseignants et de leurs syndicats.

Correspondance

LA GRÈVE DE LA FAIM DE JEAN CADIOT ET LA LUTTE CONTRE LE CRÉDIT AGRICOLE *mutuel*

● La grève de Jean Cadiot en Loire Atlantique (voir les articles du QDP) met en évidence la situation qui est faite à de nombreux paysans en difficulté. Derrière cette situation, on trouve presque immanquablement le Crédit Agricole Mutuel. Le collectif National Paysan Travailleur, qui «apporte son soutien sans réserve à Jean Cadiot et à sa famille

On en a parlé, on en parle, on en parlera. Le Crédit Agricole, première banque française, troisième établissement financier mondial avec objectif de devenir le premier en 1985.

UNE GRANDE PUISSANCE...

Le Crédit Agricole représentait à la fin 1977 environ trois millions de sociétaires, élitant 60 000 administrateurs, gérant 3 000 caisses locales, regroupées en 94 caisses régionales. La «banque verte» gère près de 9 millions de comptes, comptait 9 800 guichets, dont 4 640 permanents, et 3 970 stations «car-banque». Le CAM emploie quelques 55 000 salariés. Trois familles de filiales : Segespar (Société pour l'expansion et la gestion de l'épargne), U.I. (Union d'études et d'investissements) et Sogequip (Société de gestion et d'équipement pour le développement de l'économie agricole et rurale).

Le bilan de la Caisse nationale du Crédit Agricole fait apparaître en 1977 un actif de 230 milliards de F, en progression de 18 % sur l'année précédente. Le bilan consolidé du groupe s'établit à 300 milliards de F environ.

Le compte d'exploitation fait apparaître un excédent de 966 millions de F, contre quelques 600 millions en 1976 et 300 millions en 1975. Cet excédent s'explique, d'une part, par l'importance des volumes engagés par l'institution sur le marché monétaire et par la hausse des taux pratiqués sur ce marché. Les sommes ainsi placées sur le marché monétaire ont ainsi atteint 60 milliards en 1977, contre 45 milliards en 1976 et 35 milliards en 1975.

Avec ses 9 800 guichets, le C.A. est sans doute la structure qui couvre le mieux le territoire juste derrière les chèques postaux, 18 000 bureaux.

Cette structure sous des apparences très démocratiques grâce au rôle que jouent les paysans administrateurs de caisses locales, en réalité, est une structure très centralisée et grâce à la synthèse des informations qui parvient à Paris, les grandes orientations peuvent être prises au 91, bd Pasteur.

A LA RECHERCHE DU MEILLEUR PROFIT !

Le Crédit Agricole est



l'organe essentiel de l'application de la politique de l'Etat sur l'agriculture. Car c'est de la manière dont on distribue (l'importance, répartition) les capitaux nécessaires à l'acquisition de moyens de production (notre outil de travail) qu'on détermine :

- Le nombre d'agriculteurs qui continueront ;
- leur niveau de production, de productivité, etc.

C'est devenu une banque, la troisième mondiale, en mesure de s'assurer son propre développement d'entreprise bancaire. Elle cherche à étendre ses secteurs d'intervention hors de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire, en créant des filiales, en mettant des capitaux sur le marché monétaire, en France et au niveau international.

Et dans toutes ces activités, y compris l'agriculture, le Crédit agricole cherche le meilleur profit sur l'argent placé ou prêté. Il faut que ça tourne, que l'argent soit prêté le moins longtemps possible, au taux le plus élevé possible.

Cela devient de plus en plus contraire avec un financement adapté et ouvert à tous les paysans.

DES DIFFICULTÉS DE PLUS EN PLUS IMPORTANTES

Le Crédit agricole reconnaît lui-même l'aggravation

et entend poursuivre et développer le soutien aux milliers de paysans en difficulté dans toute la France ; à engager une campagne d'explication et de dénonciation du rôle joué par le Crédit Agricole. Nous publions ci-dessous le début d'un article paru dans le dernier numéro de VENT D'OUEST journal de Paysan Travailleur.*

DES FACTEURS D'AGGRAVATION

Des facteurs d'aggravation de la situation actuelle :

- en premier, les charges de producteur agricole, depuis 1970, ont augmenté de près de 120 % quand les prix agricoles n'ont progressé que de 75 à 80 % ;
- il y a aussi les conséquences de plusieurs années de sécheresse où la compensation immédiate a été fournie par des prêts calamités, de trop courte durée, qu'il faut rembourser maintenant alors que la situation économique et le revenu des paysans se détériorent.

- le Crédit agricole, les firmes incitent les agriculteurs à investir gros d'un seul coup (plans de développement) dans le but d'être très productifs tout de suite. En fait, ceux qui le font ont de très grosses difficultés à faire face. Cette méthode de modernisation est dangereuse et inhumaine dans la plupart des cas.

- de nombreux paysans, en plus d'un endettement élevé dans leur exploitation sont contraints par leurs propriétaires à l'achat partiel ou total de leurs terres et bâtiments d'exploitation.

NÉCESSITÉ D'UNE STRATÉGIE NATIONALE

Devant ces faits, combien sont-ils aujourd'hui ceux qui ont reçu ou vont recevoir une lettre du Crédit Agricole libellée dans les termes de l'extrait qu'on peut lire ci-contre ? Selon certaines estimations, en moyenne 3 à 400 par département !

Les paysans que le Crédit Agricole veut éliminer ont besoin du soutien actif de l'ensemble des PT. Le Crédit Agricole a une stratégie élaborée au niveau national, nous ne résisterons que si nous savons, nous aussi, nous coordonner au niveau national, sinon c'est point par point que nous nous ferons écraser par le Crédit.

Des actions ont été engagées et gagnées depuis plusieurs années, d'autres vont suivre... Si nous voulons gagner, cela suppose que partout dans tous les départements, on se prépare à soutenir les actions en cours et à en organiser d'autres.

* : Paysan Travailleur
36, rue de la Cité - Nivernais
75 015 Paris

Ardoisières de Trélaze

LA LUTTE PAYE

Ce mercredi 27 septembre, les ardoisiers trélazéens ont repris le travail. Rappelons qu'ils étaient en grève depuis le mercredi 13 à la suite d'une commission paritaire où la direction n'avait rien voulu céder sur leurs revendications. Lundi dernier, les délégués CGT, CFDT et FO ont rencontré pour la quatrième fois la direction. Celle-ci a cédé sur les points suivants :

- prime de départ à la retraite progressive allant de 2/3 de mois de salaire pour 10 ans d'ancienneté à deux mois pour 30 ans.
- trois jours de repos payés par an.
- augmentation uniforme mensuel de 80 francs pour les gars du jour, et 90 francs pour ceux du fond.
- prime spéciale de 200 francs pour le mois de septembre.

Ainsi, les principales revendications des cariers ont été satisfaites ; la reprise a été votée par 73,66 % des 1 343 votants. C'est bien le rapport de force bâti sur le terrain qui a été déterminant pour faire reculer la direction : dès le premier jour de grève, c'était une manifestation massive et quasi spontanée des ardoisiers ; à la fin de la semaine dernière, ils étaient 900 (sur 1 700) à occuper les puits et les chantiers malgré l'organisation inexistante de l'occupation et l'absence de proposition de la part des délégués pour intensifier la lutte. C'est donc malgré ces freins, en s'appuyant sur une grande combativité, que les ardoisiers ont obtenu ces résultats.

Correspondant

Lyon (3^e - 6^e) Assemblée de militants CGT Métaux

UN DEBAT... ENCORE DIFFICILE

● Dans la métallurgie du Rhône, la préparation du 40^e congrès de la CGT va bon train... Une vague de «démocratie» s'est abattue sur les organismes locaux, et les premières assemblées de militants (élus du personnel CGT) se tiennent dans le cadre du Congrès. A Lyon, autour de l'Union Syndicale Métaux 3^e-6^e, l'une de ces assemblées n'a pas manqué d'intérêt.

Il fallait d'abord envisager le redémarrage de l'action, face au blocage des négociations imposé par l'UIMM. Au niveau des propositions de l'USTM, rien de bien neuf : pétitions à faire signer massivement, débrayages et cortèges de voitures devant la Chambre patronale. Et effectivement, plusieurs sections exprimèrent leur manque d'enthousiasme : pour ce délégué : «Les pétitions, on en fait une par mois, ça n'intéresse personne. Les cortèges devant la Chambre patronale, ça n'a jamais mobilisé les masses... Bien sûr, on sortira bien à 10, mais qu'est-ce que ça prouvera aux travailleurs ?». Pour cet autre : «Le gouvernement s'en prend à tous les travailleurs. Une riposte locale n'est pas suffisante, on attend un mouvement national. Les travailleurs ont l'impression que la CGT les a laissés tomber. On attend que ça vienne d'en haut». Repris par un troisième : «C'est vrai qu'il faut un mouvement d'ensemble, mais est-ce qu'un mot d'ordre venu d'en haut suffira à le mettre en branle ?»

A toutes ces interrogations manifestées, sur le devenir des luttes contre l'offensive de la bourgeoi-

sie, une seule réponse de la direction du syndicat : c'est bon pour le temps fort du 25 au 29 septembre, allez-y, camarades sur les pétitions et rendez-vous vendredi devant la chambre patronale...

Par la suite la discussion sur le texte d'orientation du 40^e congrès n'a pas permis de revenir aux vraies questions. Crainte de donner son point de vue, ou manque d'élaboration des critiques ? Toujours est-il que les seules interventions sont venues d'un membre du PS demandant une plus claire démarcation avec la FSM (droit syndical et droit de grève réaffirmés), et de membres du PCF ne voulant pas remettre en question le soutien au Programme commun, trouvant même que la CGT n'en avait pas assez fait dans ce sens.

Un congrès «audacieux, novateur et conquérant», comme on le dit à la CGT ? En tout cas, sans doute une bonne occasion de débats, pour les militants des sections syndicales, même si beaucoup se demandent ce qu'il en sortira au niveau du congrès lui-même.

Correspondant LYON

Assurance chômage

Menaces confirmées contre les chômeurs

Le conseil d'administration de l'Unedic, l'institution paritaire gérant le chômage depuis 20 ans, s'est donc réuni mercredi comme prévu. Le déficit de cet organisme a été confirmé. La campagne contre les droits des chômeurs (chômeurs «trop» payés, «faux» chômeurs) menée depuis des mois par les Ceyrac et Boulin a rebondi à cette occasion.

Chotard, vice président du CNPF, refuse bien entendu au nom du CNPF d'augmenter sa cotisation et de combler ainsi le déficit de l'Unedic dont les finances ont augmenté très peu par rapport au nombre de chômeurs qui a augmenté lui dans des proportions considérables.

Chotard, qui ne manque pas d'aplomb, a déclaré que si les cotisations à l'Unedic étaient augmentées, les entreprises «ne pourraient plus investir»: un argument qui prêterait à rire si ce n'était que justement... le nombre de chômeurs en constante

augmentation est lié aux restructurations qui se multiplient ces derniers mois dans un nombre important de secteurs industriels. Le conseil d'administration de l'Unedic s'est séparé sans qu'aucune solution ne soit prise pour l'instant, en confirmant simplement qu'elle serait en rupture de paiement à la fin de l'année ou au plus tard, au début de l'année 1979.

Le gouvernement et le CNPF refusent d'augmenter leurs cotisations respectives; autrement dit, restent deux «solutions»: les travailleurs acceptent une diminution de leurs indemnités déjà bien minces sinon c'est la suppression des 90% que peu de chômeurs touchent déjà. Ou c'est le maintien des indemnités à condition que les travailleurs en activité cotisent plus. Boulin propose d'instituer une taxe de 10% sur les heures supplémentaires payés par moitié par les travailleurs.

Azur Vincennes

ON PRODUIT, ON VEND... DANS L'ENTHOUSIASME

● Au fond du sinistre couloir de la cité industrielle de Vincennes, la vie a repris chez Azur, depuis lundi. Non pas que les licenciements auraient été annulés, puisqu'au contraire, les lettres du patron, confirmant qu'il mettait ses 174 salariés sur le pavé, sont parties vendredi dernier. Non, si les ateliers de la biscuiterie débordent de vie aujourd'hui, c'est que les ouvrières, à une écrasante majorité, et dans l'unité syndicale, ont décidé de refaire tourner les machines, de produire à nouveau des madeleines, et de les vendre elles-mêmes.

Du coup, la lutte a pris une tournure cent fois plus enthousiaste. La bonne humeur, qui s'était un peu évanouie début septembre, quand les ouvrières étaient affrontées aux problèmes d'une occupation de locaux jours, et nuits, cette bonne humeur saute aux yeux. Dans les ateliers, où la production est répartie, on ne travaille plus dans la même ambiance, même si chacun a spontanément repris son poste: «Il n'y a plus de chef, plus de hiérarchie», nous dit Suzanne. La production n'est pas énorme, elles font pour l'instant 2 bassines par jour, et travaillent à peu près 3 heures, en s'arrangeant pour les horaires, et les tours de travail. Près du bureau, une petite crèche a été installée, pour aider les femmes à régler ce problème.

Dans le bureau règne une grande animation. On vient aux nouvelles, on forme les équipes pour le travail et pour la garde de nuit. Les débats des assemblées générales trouvent leur prolongement, dans de nombreuses discussions. Mercredi matin, par exemple, avait couru un bruit selon lequel la police allait déchirer toutes les cartes de travail des immigrés, qui constituent la quasi-totalité des ouvriers. Cette rumeur, dont on voit bien à qui elle pouvait profiter, il a fallu la démentir, discuter avec celles qui avaient pris peur. Même chose pour l'inscription au chômage, le paiement des indemnités. «On cherche à nous intimider. Presque chaque nuit, on reçoit des coups de téléphone. Dès qu'on décroche, ça racroche à l'autre

bout du fil. La direction essaie de savoir si nous sommes toujours là, elle n'a sûrement pas renoncé à embarquer les machines».

On rappelle les souvenirs, le jour où, cet été, des intérimaires étaient venus pour démonter les machines, et où on les en avait gentiment mais fermement dissuadés... la manifestation du 4 septembre, devant la mairie de Vincennes, où le maire avait du retarder un beau mariage pour répondre aux questions des ouvrières: on rit encore de l'émoi des jeunes mariés. On rappelle aussi les brimades quotidiennes du patron contre les immigrés. On se préoccupe de trouver des œufs, on doit résoudre mille problèmes. Mais chacun est content, chacun est persuadé qu'on va gagner.

Cette fois, on a de nouveaux moyens, on peut élargir la lutte, rompre l'isolement, en allant vendre la production. Bien sûr, la bataille juridique contre le patron continue, puisqu'il a détourné la marque. Mercredi matin, précisément, un groupe d'ouvriers

arrive en trombe, brandissant deux paquets de madeleines. Ils les ont trouvés dans un grand magasin de Montreuil. Sur les paquets toujours la marque AZUR, et comme origine, Vincennes! Pourtant, elles sont fraîches, et les ouvriers ont pu vérifier sur les bords que elles viennent des Charentes, de Pons, où le patron a construit une autre usine! Il a été condamné une fois déjà et continue quand même. Mais l'essentiel de l'action aujourd'hui, c'est faire connaître la lutte, réfléchir à l'organisation des ventes, à la tenue d'une journée portes-ouvertes. Et là-dessus, il y a une belle unanimité! Leur lettre de licenciement, dans laquelle le patron rappelle que les ouvriers ont refusé la solution bidon d'une reprise de 50 ouvriers par la «Patisval», une société créée pour l'occasion, ne les a pas écrasés, parce qu'ils sont restés ensemble, parce qu'ils ont affirmé, en reprenant la production qu'ils n'accepteraient pas la fermeture de leur boîte, qu'ils n'accepteraient pas les licenciements!

Monique CHERAN

Centre de tri de Pontoise : grève pour les effectifs

Les postiers du centre de tri de Pontoise sont en grève totale depuis mercredi matin, à l'appel de leurs organisations syndicales CGT et CFDT. La grève qui est partie à minuit, dans la nuit de mardi à mercredi, a pour objectif l'augmentation substantielle des effectifs employés. 100 postiers environ manquent pour assurer des conditions de travail correctes et pouvoir prendre en charge le travail exigé. Les grévistes exigent également une réduction de leur horaire hebdomadaire de travail ainsi que le respect des droits syndicaux sur le tri.

Renault Technique Industriels : 6 jours de chômage technique

La direction de Renault Véhicules Industriels, a fait connaître son intention, dans la journée de lundi, d'instituer des mesures de chômage technique au mois d'octobre. Cette décision, justifiée par la direction, par une baisse des commandes, toucherait l'ensemble des centres de fabrication et de montage. Six jours de chômage sont prévus avec perte de salaire importante (60% d'indemnisation).

Achetez
Le Quotidien du Peuple
chaque jour
dans le même kiosque

Bonelac (Biarritz) : grève... contre le RPR

Après les parlementaires UDF assiégés par 12 000 travailleurs de Toulon, manifestant contre le chômage, ce sont cette fois les élus RPR, préparant les journées parlementaires à Biarritz, qui ont eu quelques problèmes du même genre. Sans doute pour se changer les idées, ces messieurs, mercredi après-midi, décidaient d'aller rendre une petite visite à l'usine Bonelac à Biarritz. Ils eurent une surprise. Les travailleurs se mettaient immédiatement en grève pour faire connaître leurs conditions de travail désastreuses. Certains élus RPR n'en sont pas à leur coup d'essai, en l'occurrence: on se souvient que Chirac au temps où il était Premier ministre, lors d'une visite en Bretagne, avait été accueilli de semblable façon dans une charcuterie industrielle!

Sacilor (Rombas) : nouvelle grève de 24 heures

Après leurs camarades d'Usinor Dunkerque, les travailleurs du haut fourneau de Sacilor, à Rombas, en Moselle ont arrêté tout travail dans la journée de mercredi, ne se satisfaisant pas à l'évidence, de la journée de grève de 24 heures de lundi.

FRASCA (Saint denis) les travailleurs expulsés

Depuis quelques jours, les travailleurs de l'entreprise FRASCA (entretien des voies ferrées) occupent leurs locaux de travail. Ils réclament de meilleures conditions de travail (ils travaillent par tous les temps), une augmentation de leur salaire et des conditions meilleures de sécurité. Pour toute réponse, la direction a fait intervenir la police mercredi. La grève continue néanmoins.

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F
6 mois 300 F
Incluant réception du Tome V
des Oeuvres Choieses de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Proletariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 324 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Contre le salon bidon de Barrot, avec les tanneurs, Elastelle...

Mercredi 27 septembre au Puy : ouverture du «2^e salon national de la création d'entreprise». Mercredi 27 septembre au Puy : journée intersyndicale de mobilisation pour l'emploi. Les travailleurs du Puy qui luttent contre les licenciements, des centaines de chômeurs de la ville ne pouvaient laisser se dérouler cette provocation sous leurs yeux sans réagir. Il fallait riposter. C'est ce qu'ils ont fait : toute la journée par une présence militante sur la place du Breuil, précisément devant ce fameux salon et le soir par une manifestation nombreuse et combative. «Ce n'est qu'un début, le combat continue» scandaient les travailleurs. Jeudi matin se tenait une réunion aux Tanneries avec plusieurs sections syndicales, précisément pour faire le point, envisager la suite de l'action et des possibilités de la porter au niveau de toute la ville.

Vers 10 h place de Breuil face à la préfecture des équipes de militants arrivent pour monter leurs stands. Elastelle bien sûr avec une très belle composition photos retraçant les étapes de la lutte. Les tanneurs sont là aussi ; ceux du Puy sont en nombre ; quelques uns sont venus de Bort les Orgues participer à cette mobilisation. De tous les secteurs encore en activité au Puy, des militants sont venus poser leurs stands, leurs affiches, distribués leurs tracts, faire signer des pétitions... Plantin, les PTT, l'hôpital Sainte Marie, l'enseignement... dans le secteur public comme dans les boîtes privées le chômage sévit en Haute Loire. Au cours de l'année 1977, plus de 132 entreprises ont procédé à des licenciements. «La Haute Loire se meurt» lit-on sur un panneau. 4 400 chômeurs dans le département rappelle Jean-Claude Bazetou de L'UR CFDT Auvergne. Cela se passe de commentaire quand on connaît cette région à la population clairsemée, vidée de

ses habitants par les dizaines de fermetures d'entreprises. Parmi les stands on se reconnaît, on s'interpelle. Ce n'est pas la grosse foule mais toute la journée, des gens viendront passer un moment, s'informer, apporter leur soutien. Au centre des discussions, Barrot et son salon bien sûr. Il ne manque vraiment pas de culot, celui-là, de venir ainsi narguer les milliers de chômeurs du Puy. Il pensait sans doute s'être mis à l'abri en s'assurant le soutien du PCF et du PS pour l'organisation de ce salon bidon. 16 millions octroyés par le conseil régional à dominante de gauche : 104 emplois promis (pas encore réalisés). Barrot ne s'est pas présenté. S'il est venu, il a dû entrer par la porte de service car tout au long de la journée personne n'a annoncé sa présence : dommage, il était attendu avec une certaine impatience même.

Des travailleurs en lutte dans toute la France avaient été invités. Il n'est

venu qu'une délégation de LIP. Au cours de la journée des militants ont commenté amèrement ces absences. C'est vrai que les choses se sont décidées un peu rapidement, il fallait être prêt pour le 27 jour du salon. Et il n'a pas été facile de réaliser l'unité syndicale au niveau des UD. Il appassait même quelques signes de divergences au cours de la journée. Contraste éclatant en comparaison par exemple avec l'unité réelle sur le terrain entre la section CGT des tanneries du Puy et la section CFDT d'Elastelle. En tout cas, de nombreux militants ont regretté l'absence de délégation de boîte en lutte. Ils en espéraient un échange fructueux d'expériences et, pourquoi pas, des perspectives nouvelles dans leur difficile combat. Vers 17 h, on commence à rassembler les militants, à démonter les stands. C'est bientôt l'heure de la manifestation. Par groupe, les travailleurs se dirigent vers la Bourse du Travail, place de la Halle, d'où partira le cortège.

MERCREDI 18 HEURES

Il y a déjà pas mal de monde place de la Halle dans le vieux quartier du Puy. Par groupe, les travailleurs arrivent. Tout à l'heure, il sera impossible aux quelques automobilistes qui s'aventurent de passer. Combien sont-ils ? 1 500 c'est sûr, 2 000 peut-être. C'est relativement important pour une petite ville comme le Puy. Sur de nombreuses banderoles, il n'est question que de lutter contre le chômage, cette plaie du capitalisme qui jette les travailleurs par milliers sur le pavé, quasiment sans espoir dans cette région asphyxiée de retrouver un emploi. Ce soir, ils sont venus crier leur colère, ils sont venus dénoncer la provocation grossière de Barrot et de son salon «de fermeture d'entreprise» comme ils disent.

Parmi les interventions précédant la manifestation on est agréablement surpris par la fougue, le ton, le contenu offensif de l'al-

locution de Jean-Claude Bazetou, de l'UR CFDT Auvergne. Il parle en effet de «lutter pour construire un rapport de forces global», il dénonce le «salon bidon cautionné par les partis de gauche», et conclut en affirmant : «Ça ne peut être qu'un début, il est possible de lutter pour vivre et travailler au pays». Voilà un langage qui n'est plus guère de mise dans les structures CFDT depuis quelques mois. En tout cas, Bazetou sera très applaudi. Ce qu'il dit, c'est ce qu'attendent les travailleurs.

18 h 40 : le cortège démarre par la rue Saint Gilles. Il fait le tour du centre ville en empruntant les vieilles rues. Les mots d'ordre offensifs sont très repris. Les autres le sont moins. Un mannequin représentant Barrot est trimbalé à travers les rues. Tout au long du parcours, la combativité ne se relâche pas. Après une journée peut-être un peu longue, on sent nettement la remontée s'effectuer, on le

voit à la vigueur des mots d'ordre. On le lit sur les visages.

Voilà l'arrivée devant la préfecture, mais la manifestation n'est toujours pas terminée. Il reste plusieurs choses à faire : les licenciés d'Elastelle collent leurs lettres de licenciement sur les murs de la préfecture ; l'effigie de Barrot est accrochée aux grilles ; on procède à l'inauguration «Salon des fermetures d'entreprises». Enfin, pour clore, on brûle Barrot le mannequin. Les manifestants applaudissent à tout rompre.

Avant de se séparer des militants informeront qu'une réunion se tiendra le lendemain matin aux tanneries entre toutes les sections syndicales du Puy concernées par la lutte pour l'emploi pour faire le point. La proposition était faite d'examiner au cours de cette réunion la possibilité de convoquer une assemblée générale de tous les travailleurs licenciés et de tous les chômeurs du Puy.

SOLMER (Fos-sur-Mer)

LA 5^e EQUIPE, UNE REVENDICATION QUI S'IMPOSE

Alors qu'en Lorraine, les sidérurgistes se mobilisent massivement pour riposter aux menaces de quelques 20 000 licenciements supplémentaires annoncés avec le nouveau plan acier du gouvernement, à Fos, les travailleurs de la Solmer ont bloqué leur usine, cela à l'appel des sections CFDT, CGT, FO et CFTC. Dès lundi soir et toute la journée de mardi, les piquets combattifs barraient tous les accès à Solmer sur la zone de Fos. Aucune installation n'a travaillé. Déjà en juin dernier, des assemblées générales avaient situé les revendications principales : 5^e équipe pour les travailleurs postés, en 36 heures 36, retour immédiat aux 40 heures pour les gens de jour, vers les 35 heures, restauration du pouvoir d'achat et sa progression qui aujourd'hui tout à fait

officiellement n'est plus assurée. La revendication de la 5^e équipe c'est d'abord la lutte contre l'aggravation des conditions de travail : le taux de gravité des accidents est passé de 2,8 en 1974 à 5,5 en 1977, alors que dans le même temps, le nombre d'heures travaillées pour la production d'une tonne d'acier était en constante diminution. Il semble bien qu'au cours de cette journée, la revendication de la 5^e équipe s'inscrivait aussi pour une bonne partie des grévistes dans la lutte pour l'emploi. La création de la 5^e équipe à Solmer, cela voudrait dire 1 200 emplois immédiats nouveaux (le niveau de chômage dans les Bouches du Rhône ne va pas tarder à crever le plafond).

C'est donc sur une revendication bien propre à

eux (la 5^e équipe), que les travailleurs Solmer sont entrés en lutte. Cette lutte était à l'ordre du jour depuis le mois de juin.

C'est de volonté délibérée qu'ils ont inscrit leur lutte dans la journée d'action de la sidérurgie : en effet, à travers une première enquête par questionnaire et les assemblées générales en juin, c'est la même exigence qui revenait constamment : «il faut foutre la Lorraine dans le coup, il faut marcher ensemble avec les Lorrains, avec Dunkerque».

ET QUELLES PERSPECTIVES MAINTENANT ?

C'est là que les interrogations posées à plusieurs occasions par des travail-

leurs sont importantes : quand les militants syndicaux disent : «ce sera un combat de longue haleine», comment s'unir pour poursuivre ? Immédiatement la lutte ne peut se poursuivre simplement comme elle a démarré parce qu'elle a essentiellement reposé sur les ouvriers les plus déterminés. L'initiative des travailleurs ne pourra se développer que dans le cadre d'une stratégie claire d'offensive contre le chômage. Dans la sidérurgie, peut-on séparer la lutte contre le chômage de la lutte pour l'amélioration des conditions de travail, et en particulier de la lutte pour la 5^e équipe ? Autant de questions qui conditionnent la poursuite de la lutte des sidérurgistes aujourd'hui.

Correspondant

Le PS gêné aux entournures

Entre une poignée de main à un industriel et un cocktail en compagnie de notables, Maurice Pourchon, président PS du Conseil régional d'Auvergne s'est échappé du salon. M. le président est venu «apporter son soutien aux travailleurs». La discussion s'engage, animée. Les critiques fusent :

— «Vous n'allez pas nous faire croire qu'il peut en sortir quelque chose de ce salon. C'est de la provocation c'est tout».

— M. le président, un rien démagogue «je suis bien d'accord avec vous».

— «Mais alors, pourquoi participer ? Pourquoi vous et le PC avez voté 16 millions de nos impôts pour les engouffrer dans ce salon ?»

— «C'est que... voyez-vous... à la limite... malgré tout... il se pourrait quand même... bla bla bla» Vite M. le président embraye la conversation sur autre chose.



MOZAMBIQUE

Battus par le peuple du Zimbabwe les racistes rhodésiens commettent de nouveaux crimes

Les raids des racistes rhodésiens contre les camps de réfugiés zimbabwéens au Mozambique, se multiplient. Le dernier en date s'est achevé le 24 septembre, en juillet une série de raids avaient eu lieu, près de Chimoio et à Tete. Habitations, hôpitaux, rien n'est épargné par l'aviation des racistes. Leur cruauté est à la mesure de leurs difficultés insurmontables face au développement de la lutte armée du peuple du Zimbabwe, qui reçoit un soutien constant du Mozambique.

● **Novembre 77, les racistes attaquent un camp de réfugiés à Chimoio**



Massacre des réfugiés et leurs enfants ▽



◁ Bombardement du local du camp où était stockée l'aide internationale

Un poste médical détruit (au premier plan un microscope)



● **Mais le peuple du Zimbabwe, soutenu par le peuple mozambicain, continue la lutte jusqu'à la victoire**

▽ A Maputo, manifestation de soutien au peuple du Zimbabwe



Des Mirage à Djibouti

Le gouvernement français doit relever les F 100 qui équipent la base de Djibouti pour les remplacer par une dizaine de Mirage III plus modernes. Les textes d'accords militaires signés entre Djibouti et la France prévoient qu'une base aérienne, une base navale soient utilisées par la France qui peut y faire stationner 4 000 hommes.

Namibie : des sanctions contre l'Afrique du Sud

Le conseil de Sécurité devait se réunir jeudi ou vendredi, à la demande des cinq occidentaux, France, Allemagne, Angleterre, USA et Canada, pour se concerter sur l'attitude à avoir à l'égard de l'Afrique du Sud. Depuis l'annonce que celle-ci passerait outre les décisions du Conseil de Sécurité et organiserait elle-même des élections en Namibie, et non en présence de 7 500 soldats de l'ONU comme prévu, les pays africains se concertent et l'idée de demander qu'un boycott économique soit décidé par l'ONU est de plus en plus avancée. C'est pour écarter cette question que les 5 ont fait appel au conseil de Sécurité auquel ils demandaient seulement de réaffirmer que le plan de l'ONU est le seul fondement acceptable pour l'accession à l'indépendance de la Namibie. A Windhoek, capitale de la Namibie, le gouvernement raciste a déclaré pour toute réponse que les élections se dérouleraient entre le 4 et le 8 décembre.

Tunisie : reprise du procès de Habib Achour et 29 autres syndicalistes

Le procès d'Habib Achour, dirigeant de la centrale syndicale tunisienne, reprenait lundi 28 sep-

tembre, après une suspension de deux semaines pour que les avocats puissent commencer à prendre

connaissance du dossier de 10 000 pages constituant l'acte d'accusation.

des témoins des membres du gouvernement, des syndicalistes étrangers ainsi que des membres de l'OLP.

● AFRIQUE DU SUD : 112 ACCUSÉS MENACÉS DE MORT

Depuis lundi se déroule le procès de onze dirigeants du conseil représentatif des Etudiants de Soweto. En juin 1976, le mouvement des étudiants contre l'enseignement en afrikander, la langue des racistes, avait servi de catalyseur à la révolte de toutes les grandes villes noires d'Afrique du Sud. La lutte de Soweto fut le symbole. Pendant plusieurs semaines, les manifestations se sont succédées, malgré les meurtres commis par la police et ses chiens, mobilisant non seulement les Noirs mais également les Métis et les Indiens, faisant sauter le carcan de l'apartheid et affirmant bien qu'ils ne voulaient plus de racistes. Le Conseil représentatif des étudiants avait été l'un des principaux porte-parole de ce mouvement. Les accusés qui risquent la peine de mort ont décidé de plaider non coupable.

Les débats risquent d'être très animés. En prenant la décision de reporter le procès, la Cour de Sécurité avait pris deux mesures d'intimidation : Habib Achour était frappé d'une amende pour diffamation car il avait voulu récuser deux des juges également députés et qui avaient donc voté la levée de l'immunité parlementaire ; d'autre part, les avocats de la défense ont été menacés de radiation du barreau s'ils persistaient à présenter une défense politique.

Les avocats auraient l'intention de citer à la barre

Habib Achour et ses 29 co-accusés comparaissent devant la Cour de sûreté de l'Etat sous l'accusation d'« attentat ayant pour but de changer la forme du gouvernement ou d'exciter les habitants les uns contre les autres ou de porter le désordre, le meurtre et le pillage sur le territoire tunisien. » Le procès d'Habib Achour apparaît en réalité comme l'achèvement du démantèlement de l'UGTT entrepris à la suite des émeutes de janvier dernier, au cours desquelles la police tunisienne a assassiné 500 personnes.

Malgré le vote favorable de la Knesset (que nous analysons en page 12), les partis représentés au Parlement sioniste, ont exprimé leur hostilité au fait que la signature d'un traité «de paix» avec l'Égypte, soit lié au retrait des colonies du Sinaï. Autrement dit, Sadate n'est pas même certain de récupérer les territoires égyptiens après tous les reculs auxquels il a consenti. Parce que dans le Sinaï, comme dans les autres territoires conquis en 67, Israël s'est installé pour rester, comme le montre l'enquête dont nous commençons aujourd'hui la publication. Face au coup porté au Front arabe par la signature des accords de Camp David, les pays arabes se consultent afin de trouver une réplique. Les déclarations soviétiques indiquent que le Kremlin cherche le moyen d'en tirer parti pour revenir en force dans la région, en utilisant les possibilités qui lui sont offertes que nous analysons dans une série d'articles. C'est à ces deux menaces, celle de voir les positions d'Israël renforcées et celle de connaître un regain d'activité de l'URSS que le monde arabe se trouve aujourd'hui confronté.

La rivalité des superpuissances au Proche-Orient

APRES 67, LES DÉBUTS DE LA POUSSÉE SOVIÉTIQUE

«La présence d'une flotte de guerre soviétique en Méditerranée doit être permanente», déclarait le 9 août 1967, le commandant de la flotte soviétique en Mer Noire.

Deux mois plus tôt, en juin, Israël avait déclenché la guerre des 6 jours qui lui avait permis de s'emparer des terres palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, du Sinaï égyptien jusqu'au canal de Suez, et des hauteurs du Golan syrien, grâce à un appui américain total.

Dans les années précédant la guerre de 1967, l'URSS était progressivement devenue le fournisseur d'armes quasi-exclusif des pays arabes du champ de bataille, à l'exception de la Jordanie. Elle avait développé sa pénétration économique : en Égypte, grâce aux prêts consentis pour la construction du barrage d'Assouan et du complexe industriel d'Helwan ; en Irak, avec le barrage sur l'Euphrate et à partir de 1967 en investissant dans la politique pétrolière de ce pays, lui permettant de tourner le blocus que lui imposaient les grandes compagnies américaines ; en Syrie avec les investissements dans les installations industrielles et les communications.

L'URSS PARVIENT AU NIVEAU DES USA

Au lendemain de la guerre de juin 1967, dans une région d'importance stratégique, l'URSS profitant de la défaite arabe, apparaissait pour la première fois capable de rivaliser avec les États-Unis, à un moment où elle était en passe de devenir une nouvelle super-puissance. Ainsi, c'est elle qui va reconstituer le potentiel militaire de l'Égypte et de la

Syrie : les dettes accumulées, la dépendance en armement pour ces pays permettent à l'URSS de constituer une zone d'influence au Moyen-Orient à partir de laquelle elle pénètre en Méditerranée et étend son contrôle sur un secteur essentiel pour les fournitures en pétrole de l'Europe. Les ports de Lattaquié, Alexandrie, Tartous seront ouverts à la flotte soviétique qui est entrée en Méditerranée à la faveur de la guerre de 67, qui deviendra la première flotte permanente soviétique de la Méditerranée. La signature de traités dits «d'amitié et de coopération» avec l'Égypte le 29 mai 1971 — le premier du genre — et l'Irak le 9 avril 1972 visait à légitimer la prétention soviétique de contrôler la politique menée par ces pays et de l'infléchir en fonction des ambitions de l'URSS. Et d'abord en essayant d'imposer une attitude à l'égard d'Israël opposée aux intérêts arabes.

«IL N'EST PAS PERMIS DE PARLER DE LIQUIDER LES INSTITUTIONS SIONISTES»

En 1968, par la voix de Kossyguine, l'URSS définissait sans détour sa position à l'égard d'Israël et de la lutte des peuples arabes : «L'URSS est pour la liquidation des séquelles de l'agression... Mais aussi pour le maintien de l'existence de l'État d'Israël».

Elle cherchera à imposer ce point de vue auprès de toutes les forces sur lesquelles elle a prise, au sein du monde arabe. Ainsi, en sera-t-il des partis révisionnistes. Lorsque, à l'occasion de son congrès en 1969, le parti révisionniste Syrien sera profondément divisé sur la question pa-

lestinienne, une commission d'arbitrage du PCUS interviendra et tranchera ainsi : «La réclamation de la destruction de l'État d'Israël repose sur une fausse conception tactique et un principe inacceptable. Israël est un fait. Parler de liquidation du sionisme sur les territoires arabes, revient à réclamer la liquidation de l'État d'Israël, ce qui conduirait à une troisième guerre mondiale. (...) La destruction d'Israël n'est pas un objectif admis par la lutte des classes. Ce contre quoi on peut lutter c'est le racisme d'Israël, ses tendances réactionnaires, son caractère colonialiste ; mais il n'est pas permis de parler de liquider les institutions sionistes».

La menace que fait peser sur les peuples arabes, Israël en tant que base d'agression impérialiste, sert à l'URSS de légitimation à sa présence dans la région. Cette menace permanente est pour l'URSS la garantie de pouvoir pénétrer dans la région, au nom du «soutien aux peuples arabes» et de s'y constituer une zone d'influence.

Pour importante que soit l'emprise soviétique à la veille de la guerre d'octobre 73, grâce aux dettes, à la dépendance technologique des pays arabes, aux conseillers civils et militaires qui y sont envoyés, elle sera battue en brèche par la volonté des pays arabes de mener eux-mêmes leurs affaires et du fait que l'attitude soviétique à l'égard d'Israël, de la lutte des pays arabes et du peuple palestinien va susciter une profonde méfiance à l'égard de l'URSS.

Grégoire CARRAT

(A suivre)

Après les accords de Camp David LES DEUX MENACES CONTRE LES PEUPLES ARABES



ISRAËL S'EST INSTALLÉE POUR RESTER

Les instruments de la colonisation

Est-ce que l'implantation de colonies en Palestine est une simple question de groupes extrémistes comme le Gush Emonim ? Ou est-ce une affaire d'État, comme celle de la création de l'État sioniste même ? Comment s'organise une implantation ? A l'heure où la propagande sioniste essaie de montrer que l'État est en conflit avec les «durs» de la colonisation, pour des besoins tactiques, nous essaierons de montrer que les plans de colonisation des terres occupées en 67, jamais abandonnés, sont au centre de la préoccupation de l'État sioniste.

Au sommet de l'appareil sioniste, il y a un comité ministériel qui supervise et planifie l'implantation des colonies. Le comité comprend les ministres dont les fonctions sont en relation avec la colonisation : Agriculture, Colonisation et Immigration, Défense, Commerce et Industrie. L'Agence Juive est aussi représentée au comité, présidée par Sharon, ministre de l'Agriculture.

Le département de colonisation de l'Agence Juive désigne les plans de colonisation. Le comité ministériel, après l'étude du plan, fixe les lieux, la date. C'est l'Agence Juive et le Fonds National Juif principalement qui financent le projet, pour en faire une zone soit agricole, soit in-



Un colon s'installe sur de nouvelles terres

dustrielle, après avoir chassé la population palestinienne de ses terres.

Le ministre de la Colonisation et de l'Immigration construit les maisons, installe l'eau, l'électricité. Le ministre de la Défense déclare que c'est une zone interdite, aucun arabe ne pouvant pénétrer dans la terre confisquée.

De grandes facilités sont fournies aux colons pour leur installation :

— Le prix de location des terres est très faible ;

— La colonie ne rembourse les dettes au gouvernement et autres institutions privées que bien longtemps après leur installation, lorsque leur production atteint un certain niveau ;

— Les dettes restent inchangées en dépit de la crise financière et la dévaluation de la monnaie israélienne ;

— Les investissements sont encouragés de plusieurs manières.

Les colonies sont livrées

aux différents partis et groupes sionistes, selon la puissance de leur électoral. Les groupes les plus importants qui s'installent dans les colonies sont :

— L'Union des Kibboutz du parti Mapai ;

— Les kibboutz affiliés au parti «Ahdut Haavoda» inclus dans le Mapai ;

— Le kibboutz religieux du Mapam ;

— Le kibboutz religieux appartenant au parti national religieux, le Mifdal ;

— Le mouvement du moshav, appartenant à la Histadrout (syndicat) ;

— L'Union Agricole, affiliée au Mapai ;

— Le Travailleur Sioniste, appartenant au Parti Libéral Indépendant ;

— Le Mouvement de la Jeunesse du Parti Herout, le Bitar ;

— Les autres groupes religieux, le plus connu étant le Gush Emonim ;

— Le Nahal «Les Jeunes Pionniers Combattants» appartenant à l'armée.

Yomna EL KHALIL

Campagne abonné ami 1978-1979

LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaires aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon
Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges
Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3*)
(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1*)

Metz

Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)

Montluçon

Brest

Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis
Caen
La Licorne (10 %)
Rue Froide
Clermont-Ferrand
Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras
Evreux
Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)

Grenoble

Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle
Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont
Le Mans
Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande
(10 %)

Lille

Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine
(10 %)
Nantes
Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine
Orléans
Les temps modernes
rue N.-D. de Recouvrance
(5 %)

Quimper

Calligrammes
23 rue du Sillé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)

Reims

Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris

Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21 rue de la Clef (5*)
Tarif étud.
Seine Cinéma
8 rue Frédéric Sauton (5*)

Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1*

Lyon

Cinématographe
44 cours Suchet (2*)
Tarif collect.
(5 tickets : 40 F).
Le Canut
32 rue Leynaud (1*)
(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....	Date :
Prénom	
Ville	
Abonnement normal 350 F <input type="checkbox"/>	
Abonnement de soutien 600 F <input type="checkbox"/>	
..... F <input type="checkbox"/>	
Mode de versement : - en une fois <input type="checkbox"/> - en trois fois <input type="checkbox"/>	
Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple	
BP 225 75924 Paris Cédex 19.	
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.	
<small>Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.</small>	

PROGRAMME TÉLÉ

Jeudi 28 septembre

TF 1

- 19 h 40 - Partis politiques, la majorité
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Concert, en direct du Palais des Congrès Cinquième Symphonie, de Gustav Mahler, l'Orchestre de Paris, sous la direction de Daniel Barenboim
- 21 h 45 - Euro 9, Les tribulations d'Euromegawatt, film de la télévision belge.
- 22 h 50 - Ciné première, émission d'André Halimi, avec François Chatelet
- 23 h 20 - Journal et fin

A 2

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Top Club
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 35 - Le grand échiquier, Pierre Seghers, Marc Ogeret, Catherine sauvage, Juliette Gréco, Charles Trénet, Monique Morelli, Jacques Douai.
- 23 h 15 - Spécial buts
- 23 h 25 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 10 - Informations
- 19 h 20 - Télévision régionale
- 19 h 55 - Il était une fois... l'Homme
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Terreur sur le «Britannic», film anglais de Richard Lester (1974), avec Richard Harris, Omar Sharif, film à suspense.

Vendredi 29 septembre

TF 1

- 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir, La plume, avec Michel Roux, Madeleine Barbulée.
- 22 h 05 - A bout portant, Mireille
- 23 h 05 - Journal et fin

A 2

- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Médecins de nuit, série en six épisodes. N° 2
- 21 h 30 - Apostrophes, Les méconnus de l'histoire
- 22 h 40 - Journal
- 22 h 45 - Journal
- 22 h 45 - Ciné-club, La nuit des forains, film suédois d'Ingmar Bergman (1953), avec Harriett Andersson, Ake Grönberg. Etude de mœurs.

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Télévision régionale
- 19 h 55 - Il était une fois... l'homme
- 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
- 20 h 30 - Le nouveau vendredi, émission d'André Sabas, La Pologne à 20 ans.
- 21 h 30 - Nous n'irons plus aux champs, production de FR 3 Rennes, avec Victor Garrivier, Jenny Clève

imro: des travailleurs aux pieds nus

18^e épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)

Editions Fédérop

Quelques jours après que ce tract fut diffusé, à 10.000 exemplaires, et que celui-ci eut l'aval de l'U.L., un revirement bureaucratique s'opéra, le téléphone retentit dans l'usine occupée, la voix gênée et choquée du secrétaire de l'Union locale se fit entendre :

« Tu comprends, vous allez recevoir la visite de tas de loulous, tu vois ce que je veux dire. »

C'est cet appel qui, de nombreux mois plus tard, nous vaudra, pour certains d'entre nous, quelques difficultés et incompréhensions avec la Confédération Générale du Travail...

En voulant discuter avec tous, en acceptant le soutien de tous, c'était pour nous une manière d'affirmer notre force, la force de cette pratique syndicale que nous connaissions depuis de nombreuses années, ces traditions qui devaient mener au succès de nombreuses luttes que nous avions animées, et cette force était justement liée à cette vie syndicale ouverte et démocratique.

Le P.S.U. fut la première organisation politique à être reçue en tant que telle et ce fut, à quelque chose près, l'unique fois jusqu'à l'arrivée des flics dans l'usine. Nous le regretterons, d'autant plus que le siège de la Fédération de cette organisation politique se trouvait à deux cents mètres de l'usine occupée. Les relations que nous aurons s'établiront par l'intermédiaire d'un de leurs sympathisants à qui nous demandions à chaque fois d'inviter les militants du P.S.U. à venir discuter avec nous, de façon à élucider les divergences qui indéniablement devaient exister.

La seule prise de contact que nous avons eue avec le P.S.U. fut assez difficile, car un bon nombre de ces camarades estimait qu'il fallait s'organiser à la C.F.D.T., puis

vraisemblablement on y parlait d'autogestion. De leur part, c'était méconnaître le poids de la F.F.T.L.-C.G.T. qui regroupe 97 % des travailleurs du Livre. La faiblesse de la C.F.D.T. du Livre, inexistante dans la région, n'avait aucun intérêt pour nous : la conséquence qui en aurait résulté en y allant, c'était de diviser inutilement les travailleurs. Notre rôle était de pousser nos forces à l'union véritable et en défendant nos positions là où nous étions organisés.

Tout aussi important fut notre désaccord sur l'aspect de la production au cours des luttes. Le slogan des camarades de Lip « on produit, on vend, on se paie », était la voie à suivre en 1973, alors qu'ici, nous étions en 1975 à l'IMRO. Entre ces deux dates, la situation avait changé car la lutte des copains de Besançon s'inscrivait dans un contexte où le nombre d'occupations d'usines était bien moindre qu'aujourd'hui, à une époque où la situation économique était différente. Les nouvelles formes de lutte employées par les Lip étaient ressenties par la classe ouvrière comme étant la synthèse des aspirations des travailleurs qui justement se reconnaissaient largement dans ce combat. Un immense trésor...

Mais il existait des conditions différentes pour mener notre occupation. Tout d'abord, nous étions des chômeurs à 90 % : produire, c'était courir le risque de se les faire supprimer par les ASSEDIC. Nous refusions de nous engager dans ce chemin : il valait mieux utiliser les allocations de chômage pour la lutte. D'autre part, nous sentions que nous aurions à populariser par nous-mêmes et seuls notre lutte, dans un premier temps, pour construire un rapport de force. Or, produire pour tous signifiait mobiliser des copains dans des tâches de travail, comme avant ; certes, nous avons produit

de nombreux tracts, affiches et journaux et, des diffuseurs de ce matériel... nous n'en avions pas trouvé beaucoup. Enfin, cette question de la production impliquait un choix de savoir ce que l'on devait imprimer et soutenir. Il faut signaler que ce refus de la production n'était nullement dans nos esprits définitif car, pour nous, il était clair que dans l'éventualité où les ASSEDIC nous supprimeraient nos 90 %, nous utiliserions les machines à plein.

Le P.S.U. ne sera pas la seule organisation politique avec laquelle nous aurons de sérieux différends sur la question de la production, puisque l'O.C. Révolution ! nous tint à peu près le même langage. Par la suite, nos rapports avec les militants de cette organisation seront cordiaux et riches car non seulement nous nous retrouvions ensemble au Comité de Chômeurs C.G.T., dans les lycées, dans les collages et les actions, mais ils eurent un rôle important dans le soutien à notre lutte, notamment aux étapes-clés de notre occupation.

Nous recevrons également la L.C.R. Si dans les premières semaines de l'occupation, les relations s'établirent amicalement, y compris parfois par une présence à nos actions, elles changeront au fur et à mesure que les mois passeront, pour finir par quelques éclats.

Nous aurions bien aimé pouvoir parler bien plus longuement des organisations politiques de gauche mais la faiblesse de leur présence fait que nous avons bien peu d'éléments à apporter au lecteur.

A suivre

Pour mieux lutter CONNAITRE L'ECONOMIE

1979 : le sixième budget de la crise

Les chiffres de l'austérité

Sur de nombreux postes, le prochain budget se caractérisera par un bien moindre effort ou même par des reculs.

— Stagnation du pouvoir d'achat des fonctionnaires. M. Papon a indiqué que le gouvernement chercherait, dans le cadre de sa politique générale et à l'occasion des discussions avec les syndicats de la fonction publique, à «modérer l'évolution» des traitements des fonctionnaires. Pour l'instant, la somme provisionnée par le budget permet simplement le «maintien» du pouvoir d'achat des agents de l'État l'an prochain.

Le nombre des postes créés dans la fonction publique sera également plus faible qu'à l'accoutumée : 22 360 (dont 8 500 aux PTT) contre 36 800 en 1978 (dont 14 600 aux PTT). Ce double choix limitera à 11,9 % l'augmentation des dépenses de fonctionnement en 1979 (contre 14,5 % en 1978).

— Les investissements civils seront également étroitement limités. Leur progression en valeur ne sera que de 7,4 % (autorisations de programme), soit moins que la hausse des prix ; ce qui signifiera un ralentissement du volume de travaux ou de commandes pouvant être engagés. Seront particulièrement inférieurs à la hausse prévue de 9 % des prix les crédits de la recherche (- 41 % en valeur), de l'éducation (- 5,2 %) du cadre de vie et du logement (- 5,9 %) des transports terrestres (simples reconduction), de l'agriculture (+ 3,8 %) et des PTT (+ 6 %).

Les programmes d'actions prioritaires sont touchés. Leur stagnation globale correspond à la hausse des prix. On enregistrera même des reculs importants sur certains programmes : - 36 % sur la formation des jeunes, - 5 % sur le téléphone, - 15 % sur la liaison mer du Nord-Méditerranée, - 7,7 % pour le Fonds d'investissement routier.

— Le concours de l'État aux investissements des entreprises nationales seront eux aussi, en recul moyen de 2,4 % (19,9 milliards au lieu de 20,4), avec une baisse de moitié au détriment de Gaz de France.

La prochaine session parlementaire, qui débute avec le mois d'octobre, va être marquée principalement par le débat et le vote, chapitre par chapitre, du «projet de loi de Finances pour 1979».

A l'origine, ce budget avait été annoncé comme un budget de «relance», finançant un redémarrage de l'activité économique grâce à un certain déficit. Les chiffres récemment publiés montrent qu'il n'en sera rien. Que ce soit dans le domaine des salaires, dans celui des investissements, dans celui de la création d'emplois dans les entreprises publiques, le refrain est toujours à la pénurie.

La relance, c'est ce que réclamaient en juillet les résolutions prises par les grands pays capitalistes, participants de la conférence de Brème. C'est dans ce sens que vont aujourd'hui les recommandations de divers organismes internationaux : OCDE (organisation de coopération et de développement économique, qui réunit tous les pays capitalistes développés), Commission européenne de Bruxelles. Telle était aussi l'intention affichée par le gouvernement dans la présentation à la presse de son projet de budget, le 6 septembre. Papon avait déclaré : les propositions du gouvernement «soutiennent l'activité économique, puisque les dépenses augmentent plus rapidement que le produit intérieur brut», (c'est-à-dire que l'ensemble des richesses produites en France en un an).

En effet, ce projet de budget semble sacrifier à toutes les apparences d'un budget de relance. Les dépenses prévues se montent à 459 milliards (un peu plus du quart du produit intérieur brut), soit une augmentation de 15 % par rapport au budget initial de 1978, voté l'an dernier par le Parlement. Les recettes de l'État prévues pour 1979 sont estimées à 444 milliards de francs. Ainsi, il semble 1°) que l'État consent à dépenser plus que l'année dernière, 2°) que l'État est prêt à réinjecter plus d'argent qu'il n'en «pompe», ce qui devrait donc, en toute logique capitaliste, favoriser la relance de l'économie. Cette demande supplémentaire inciterait les patrons à réviser en hausse les prévisions de production, donc à créer quelques emplois. Du moins à première vue...

Une croissance faible

Lors des sommets de Brème et de Bonn, au début de l'été dernier, Giscard avait promis à ses partenaires d'utiliser le déficit budgétaire français à la relance concertée. Deux mois plus tard, on peut constater que ce déficit va au contraire être réduit, et cela de près de moitié, l'année prochaine : 15 milliards prévus



Budget 79 : l'austérité ne sera pas pour tout le monde

EVOLUTION DES SOLDES BUDGÉTAIRES

Années	Prévisions		Résultats effectifs
	Déficit	Excédent	
1974		346	+ 5 730
1975		27	- 37 810
1976		7	- 17 170
1977		5	- 19 457
1978	8 900		- 27 000
1979	15 000		

CONCOURS DE L'ÉTAT AUX INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES NATIONALISÉES (en millions de francs)

	1978	1979
● Énergie		
EDF	1 900	1 900
GDF	550	250
Charbonnages	3 500	3 585
● Transports	12 700	12 476
● Industrie		
SNIAS-SNECMA	1 030	895
Renault	175	250
Divers	325	330
● Charges de retraite		
SNCF	5 230	6 120
Charbonnages	3 912	4 643
TOTAL	29 292	30 657

contre les 27 pour 1978. Son poids dans l'économie en sera d'autant plus faible : 0,71 % du produit intérieur brut contre 1,45 % en 1979.

D'autre part, dans les prévisions de croissance pour 1979 faites par le gouvernement, et sur lesquelles il a établi son projet de budget, on ne retrouve pas cette volonté de relance. En effet, il a retenu comme hypothèse de croissance pour 1979 une situation intermédiaire entre celle qu'il espérait (4,5 % de croissance) et celle qu'il s'attend à constater effectivement (3,2 %) ; son choix s'est porté sur une expansion de 3,7 %. Comme il prévoit une hausse des prix de 8,9 %, il prévoit un produit intérieur brut augmentant (en francs) de 12,9 % (2 100 milliards contre 1 860 en 1979).

Le chômage assuré

La modestie d'une telle prévision laisse prévoir une forte aggravation du chômage ; et cela pour deux raisons :

1°) En dessous de 4,5 % de croissance annuelle, l'économie n'absorbe pas les demandes d'emplois supplémentaires (des jeunes notamment...), la hausse de la productivité assurant l'essentiel de cette expansion.

2°) Avec une progression de la productivité, bon an, mal an, de 4 à 4,5 % par an, une croissance de 3,2 % ou 3,8 % signifie que l'on produira un peu plus avec un peu moins de travailleurs, donc licenciements et chômage...

En fait, les 15 % supplémentaires de dépenses budgétaires par rapport à celles de

1978, compte-tenu de la hausse des prix attendue (8,9 %), semblent à peine plus forts que la croissance économique générale attendue, donc nuls sous l'angle de la création d'emplois.

Un déficit difficile à financer

De plus, ce déficit pose un autre problème : son financement et son caractère inflationniste ou non. En d'autres termes, peut-il être couvert de façon non inflationniste par des emprunts ou bons du trésor placés dans le public, détournant ainsi une part importante de l'épargne vers les caisses du Trésor (qui fera ainsi défaut à l'industrie pour d'éventuels investissements). Ou alors, recourra-t-on à la création monétaire, c'est-à-dire, en recourant à la planche à billets, relançant l'inflation faute de relancer la croissance ? La seule parade trouvée par Barre à un tel risque a été une lettre à Monory, le priant de surveiller très attentivement l'évolution des salaires !

En définitive, l'écart paraît grand entre les intentions du gouvernement et ses actes. Tout semble indiquer l'impuissance, l'incapacité gouvernementale à maîtriser les processus d'évolution de la crise. Au mieux, c'est l'attentisme, un attentisme de même calibre que l'optimisme béat de Ceyrac pour qui «le creux de la crise étant atteint cet automne, la production va reprendre après l'hiver, sous l'impulsion des investissements privés.» Vaine attente jusqu'à présent, que contredit la prévision.

Un budget actif et sincère, nous avait dit Papon. Il faudrait presque inverser la proposition pour être plus juste !

CRS, PHOTOS ET RATP

« Cette exposition est une opération de promotion. Nous voulons qu'elle serve à revaloriser l'image de marque du métro ». Ainsi cadré par la direction de la RATP nul ne s'étonnera que celle-ci censure une exposition de photos à la station Châtelet. Si la Régie ne recule pas, les parisiens ne pourront voir à partir du 6 octobre, la totalité des photos prévues.

Quatre clichés indisposent particulièrement la RATP. L'un de Jacques Bondon est une photo de l'affiche du film « Bande de flics » sur laquelle quelqu'un a écrit « à bas les bavures » et devant laquelle passe un groupe de CRS. Un autre, d'Alexandre Aumont, excellente au demeurant, montre les méthodes de fouilles utilisées par la police dans le métro. Le cliché visé avait été pris à la suite d'une manifestation contre la marée noire. Deux autres photos montrent Giscard et son Premier ministre inaugurant respectivement le RER et le métro de Lyon. Elles ne



Une des photos censurées (réalisée par Alexandre Aumont)

« cadrent pas avec le thème vie quotidienne » dit la RATP. Tant il est vrai qu'on ne rencontre pas les deux personnages tous les jours sur la ligne Mairie de Montreuil. Afin de justifier sa décision d'interdire les photos montrant la police en action, le représentant

de la RATP explique que la Régie veut entretenir des relations amicales avec la police qui travaille tous les jours dans le métro et dont elle a besoin. « Ces photos, ajoute-t-elle, ne sont pas très gentilles pour les policiers ». « Gentilles ou pas » ces photos illustrent

néanmoins très bien le « travail » quotidien qu'effectue la police dans le métropolitain. On ne s'étonnera pas que la RATP cherche à le cacher. D'ores et déjà, plusieurs exposants ont décidé de retirer leurs photos en signe de protestation.

Vote sans surprise

LE PARLEMENT IRSAÉLIEN APPROUVE CAMP DAVID

85 pour, 19 contre, 16 abstentions : le vote du parlement israélien sur les accords de Camp David, intervenu dans la nuit de mercredi à jeudi, à donner un résultat sans surprise.

Certes, les colons du Sinaï, qui devraient, au terme des accords, déguerpir ces prochains mois, n'ont pas manqué de manifester leur désapprobation. Certes, au sein du parti même du Premier ministre, recruté parmi les partisans déclarés de la politique la plus systématiquement annexionniste, quelques défections se

sont produites : il faudra donc attendre la décision du Premier ministre, qui avait annoncé sa démission au cas où sa coalition parlementaire ne le soutiendrait pas.

Mais, fondamentalement, rien ne pouvait s'opposer sérieusement à ce que les députés israéliens entérinent le résultat des négociations menées sous le patronage de Carter : les concessions de Sadate, qui accepte de signer un traité de paix, de sacrifier les intérêts historiques du peuple palestinien, de laisser la Syrie dépos-

sedée du Golan, en échange d'une vague promesse de récupération du Sinaï, étaient trop évidentes.

Car, après l'adoption par la Knesset du texte de l'accord, rien n'oblige réellement l'Etat israélien à modifier l'orientation de base de sa politique : l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza va continuer et avec elle l'implantation de colonies sur les terres dont sont chassés les Palestiniens. Ayant divisé le front des pays arabes, Israël pourrait, si ceux-ci ne parviennent pas à faire revenir Sadate sur sa décision,

poursuivre comme il l'entend sa politique agressive sur le front Est, contre la Syrie, la Jordanie, la Résistance palestinienne et le Liban, en profitant de ce qu'il aurait les mains libres du côté égyptien.

Les nuances qui peuvent opposer entre eux les partis israéliens sur le visage à donner à cette politique, ne peuvent empêcher qu'ils se retrouvent d'accord pour s'engager sur une voie aussi avantageuse pour eux.

● Willy Brandt, ex-chancelier allemand préside à partir de jeudi une réunion de l'Internationale socialiste à Paris. Mitterrand doit y prononcer un discours sur « les firmes multinationales, l'Europe, et ses relations avec le reste du monde ». On note l'absence de Sares et de Felipe Gonzalez.

● La France a accepté de siéger au Comité de désarmement élargi, qui doit remplacer l'actuelle conférence de Genève. Ce comité de désarmement est une partie d'une proposition émise par Giscard lors de son intervention à l'ONU en mai dernier.

● Le commissariat général au plan favorable à la diminution du temps de travail

Une étude du Commissariat général au Plan, consacrée au chômage, vient de conclure à la nécessité de réduire la durée hebdomadaire du travail. L'étude du plan s'est placée dans deux hypothèses : si la durée hebdomadaire du travail est diminuée d'une heure en 1978, avec une diminution de salaire, 80 000 emplois pourraient être libérés à l'horizon 82. L'étude du Plan envisage aussi le cas où les salaires seraient maintenus : le bien-fondé de la revendication est là aussi démontré ; à condition toutefois qu'une nouvelle équipe soit créée dans les entreprises au travail posté. Les conclusions du Commissariat général au Plan viennent contredire en tout point la vieille (et fautive) argumentation de Barre selon laquelle une baisse de la durée de travail serait préjudiciable à l'ensemble de l'appareil industriel.

● Un révolutionnaire pendu en Inde

La pendaison de Krishnan Chetty, a eu lieu le 25 juillet dernier, dans la prison de Coimbatore. Celle-ci fut tenue secrète jusqu'à ces derniers jours : le gouvernement n'avait donné aucune réponse aux démarches des députés et d'associations accomplies alors que l'exécution avait déjà eu lieu. Krishnan Chetty avait été arrêté pour son activité dans la paysannerie. Une telle exécution n'avait pas eu lieu depuis le 1^{er} décembre 1975.

● Sahara : Etablissement de rapports avec l'Espagne

L'évènement le plus spectaculaire du 4^e congrès du Front Polisario a été la présence du responsable aux relations extérieures de l'Union du Centre Démocrate d'Espagne, conseiller du 1^{er} ministre Suarez. Cette présence est une reconnaissance de fait de la part de l'Espagne, ce qui au niveau diplomatique, est d'une portée considérable : l'Espagne est signataire de l'accord de Madrid du partage du Sahara entre le Maroc et la Mauritanie, si elle venait à le dénoncer elle otterait toute ombre de fondement juridique à l'agression marocaine.

Par ailleurs, Afrique-Asie, affirment que des négociations « importantes et secrètes » ont eu lieu à Paris, entre le Polisario et la Mauritanie, Giscard aurait fait savoir qu'il soutiendrait toute solution qui en serait issue. Les négociations reprendraient le 10 octobre à Genève.

● Grève chez Ford en Angleterre

Les usines Ford en Angleterre, 57 000 ouvriers, sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire de 25 %. Depuis trois ans, les salaires sont bloqués et ne doivent pas augmenter de plus de 3 à 5 % cela s'est traduit par une perte annuelle du pouvoir d'achat de 10 % environ.

La grève de Ford, moins d'un mois après le congrès des TUC, qui avait prorogé le contrat social et le blocage des salaires à 5 %, frappe de plein fouet le contrat social et pourrait ouvrir une brèche dans laquelle d'autres branches pourraient suivre. Les dockers auraient décidé de boycotter les produits Ford aussi longtemps que durerait la grève. Un climat on ne peut plus favorable à une tenue houleuse du congrès du Parti travailliste — dont les TUC sont membres — qui s'ouvre lundi.

● Huriet démissionnaire du P.R.

Claude Huriet, candidat soutenu par le P.R. et le CNI au premier tour de l'élection de Nancy, vient d'annoncer sa démission du Parti républicain. A l'annonce de sa candidature, il avait été mis en congé de parti par la fédération de Meurthe-et-Moselle de son parti, sans qu'il s'agisse d'une réelle exclusion.

Bavure policière en Corse

Encore un coup de pistolet mitrailleur parti « accidentellement »

Michel et Jean-Jacques deux jeunes Corses foncent vers l'hôpital d'Ajaccio. L'un d'eux s'est fait mordre par une vive au cours d'une partie de pêche. Soudain un barrage de police : le chauffeur ralentit et crie. « J'amène mon copain à l'hôpital ». Sans perdre de temps, il poursuit sa route, un CRS qui se trouvait un peu plus

loin, n'hésite pas et tire sur la moto au pistolet mitrailleur. Michel atteint à la jambe gauche devait subir mercredi, quelques heures après cette « bavure » une délicate opération chirurgicale.

Le CRS naturellement, affirme que le coup est parti alors qu'il essayait d'éviter la moto. Une double enquête, administrative

et judiciaire devra établir si le coup est parti volontairement ou non. L'IGS (police des polices) enquête.

Ce qui s'est passé à Ajaccio aurait pu se produire dans n'importe quelle autre ville de France. Mais le climat de chasse aux autonomistes qui existe en Corse n'est sans doute pas étranger à cette nouvelle bavure.